



[DOSSIER] LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE N°19

Nicolas MICHELON :
« l'Asie d'après »

Propos recueillis par Alexandre SIMERAY, membre du comité Asie

Le 19 février 2021

Publié le 23 mai 2021

INTERVIEW



À PROPOS DE L'INTERVIEW

L'Asie du Nord-Est est sujette à une géopolitique complexe et une forte guerre économique interne. Nous avons aujourd'hui une Chine qui monte toujours plus en puissance, des pays qui se réunissent autour d'accords économiques et une présence américaine, qui après l'investiture de Joe BIDEN, peut être amenée à changer de direction ou au contraire se renforcer selon les souhaits du président américain. Certains pays de la zone, eux, se retrouvent en déclin du fait de leur taux de natalité négatif. Cependant, même si le fait paraît alarmant, la digitalisation accrue de ces pays vient contrer les effets que ce phénomène pourrait avoir sur les emplois et *in fine* sur la situation économique de ces pays. Nicolas MICHELON développe chacun de ces points et tire la sonnette d'alarme : « L'Asie d'après » pourrait bien nous réserver de nombreuses surprises.

À PROPOS DE NICOLAS MICHELON

Nicolas MICHELON est spécialiste en finance et en intelligence économique, et expert de la zone Asie du Nord-Est.

Les Jeunes IHEDN. – Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Nicolas MICHELON. - *Concernant mon parcours universitaire, j'ai étudié en école de commerce et suis ensuite parti faire de la finance de marché dans une université au Royaume-Uni. Après cela, je suis rentré en France réaliser un DESS en géopolitique avec une spécialisation sur les pays émergents. Le service militaire étant encore obligatoire, je suis parti faire mon service national à Hong Kong, où j'ai été analyste en macro-économie sur la région Asie-Pacifique. L'idée était de faire de la prospective sur les pays d'Asie-Pacifique avec une double mission, d'abord de soutien aux entreprises françaises mais aussi une mission d'information et de renseignement pour le ministère de l'Économie et des Finances. Cela m'a amené jusqu'à fin 2000, fin de mon service national, et je suis resté alors quinze ans en Asie. Durant ce laps de temps, j'ai rejoint le privé avec le cabinet KPMG à Hong Kong où j'ai travaillé plus spécifiquement sur la sphère financière. J'ai ensuite travaillé pour une banque privée anglaise à Singapour, Schroders, où j'ai rejoint l'équipe gestion de portefeuille et j'en suis parti comme chef des investissements. En 2009, je suis retourné à Hong Kong pour créer ma propre structure de conseil en investissement private equity. Après l'incident de Fukushima, en 2011 avec un ami japonais, nous avons créé une structure à but non lucratif pour aider les familles de la région de Fukushima à se relocaliser dans la grande île du Nord à Hokkaido, pour recommencer leur vie là-bas. Ce projet m'a permis de rentrer dans le monde de l'intelligence économique. A mon retour en France en 2014, j'ai créé Asia Intelligence Advisory, une structure de conseil en intelligence économique et stratégique.*

J'ai entre autres travaillé sur l'affaire Carlos Ghosn et la guerre économique entre Renault et Nissan, ce qui m'a occupé pendant environ deux ans. Aujourd'hui, je conseille des clients qui sont essentiellement basés en Asie ou en Amérique du Nord sur des problématiques d'intelligence économique, principalement sur l'Asie du Nord. En parallèle de cela, j'interviens dans différentes universités en France et à l'étranger (Royaume-Uni, Brésil, Etats-Unis, Pérou, ...) sur les questions d'intelligence économique en Asie. Enfin, le dernier volet est la création, en été 2019, de l'observatoire Asia Power Watch.

Les propos recueillis n'engagent que la responsabilité de Nicolas MICHELON. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

Les Jeunes IHEDN. – Pouvez-vous nous présenter votre site Asia Power Watch ?

Nicolas MICHELON. – *Concernant Asia Power Watch, l'idée est de créer une plateforme ouverte participative qui vise à analyser la manière dont la puissance économique des pays et des acteurs économiques asiatiques s'exprime en Asie mais aussi en dehors de l'Asie. Pour vous donner un exemple très concret, il s'agit d'analyser comment en Amérique latine, les Chinois, les Japonais, les Indiens s'y prennent pour se mettre en position de surplus de puissance et observer quels sont les leviers, les vecteurs de puissance que ces nations et entreprises utilisent pour projeter leur influence économique à l'étranger. La plateforme compte environ quarante contributeurs différents qui viennent du monde entier (Europe, Asie, Amérique latine, ...) avec des parcours très différents, aussi bien académiques, que consultants ou journalistes. J'essaye vraiment de varier les parcours professionnels pour avoir différents prismes. On arrive du coup à couvrir des thématiques très larges comme les affrontements d'influence Chine-Japon en Iran par exemple. Nous sommes suivis par dix-huit mille lecteurs réguliers dont la plupart viennent du milieu de l'intelligence économique et stratégique. Ce sont des consultants, des personnes du milieu académique ou alors de la presse spécialisée. J'ai aussi développé, au-delà de la partie éditoriale, six partenariats institutionnels (Europe, Amériques et Asie), et c'est quelque chose qui va être amené à se développer. L'idée est d'aller au-delà du partenariat éditorial et d'arriver sur des partenariats de recherches et d'organisation d'événements de recherche dans lesquels on aura l'occasion de présenter les résultats de travaux plus approfondis sur ces questions de puissance et d'influence. Le site se présente à 99% en anglais car nous sommes suivis dans plus de cent soixante pays et territoires, cela dit, de temps en temps, je publie en français mais toujours avec sa traduction en anglais. J'invite naturellement toute personne qui veut contribuer à notre travail, même si elle n'est pas très familière avec l'anglais à l'écrire dans sa langue natale et si l'article est de qualité, on le fera traduire en anglais.*

| 4

Les Jeunes IHEDN. – Aujourd'hui la Chine tend à étendre son influence vers les autres continents, notamment par la création des nouvelles routes de la soie. Les autres pays de la zone tentent de trouver une solution notamment par des alliances ou des partenariats. Que pensez-vous de cette situation aujourd'hui et de ces moyens de réponses ?

Nicolas MICHELON. – *OBOR (One Belt One Road), puis BRI (Belt and Road Initiative) et probablement un nouveau nom prochainement, c'est un projet qui ne change pas mais dont le gouvernement chinois brouille les cartes en changeant le nom officiel tous les trois-quatre ans. Ce projet est typiquement chinois à mon sens car j'y retrouve tout ce que j'ai pu observer en quinze ans en Asie. C'est une grande boîte noire dans laquelle le gouvernement chinois vient piocher ce qu'il veut au moment où il le veut. Une fois, les nouvelles routes de la soie, c'est pour l'amitié entre les peuples. Naturellement c'est un mensonge, quand on se rappelle le niveau historiquement haut de l'intensité des échanges entre le Royaume-Uni et l'Allemagne en 1913, à un an du début des hostilités. L'intensité du commerce n'est absolument pas une garantie de paix. Une autre fois, c'est pour aider au développement les pays qui ne peuvent s'adresser aux organismes multilatéraux.*

INTERVIEW

Mais, les dirigeants chinois étant communistes, on va retrouver dans tout ce qu'ils font les mêmes choses que chez les Soviétiques : la centralité du narratif. Au bout de quelques années, on se rend compte qu'en réalité, dans certains cas, des niveaux d'endettement extrêmement préoccupants et insoutenables viennent remettre en cause la viabilité des projets. Ce qui nous amène à un contre-narratif très puissant : le Debt Trap Diplomacy, narratif occidental qui vise à ternir l'image des nouvelles routes de la soie, et qui est aujourd'hui largement remis en cause par une analyse micro-économique sérieuse. Mais il y a une vraie guerre de l'information autour du BRI. Je rajouterai un autre aspect aux nouvelles routes de la soie : c'est un formidable outil pour que la Chine puisse déverser sur le monde ses surcapacités industrielles. La Chine depuis à peu près quinze ans est enfermée et n'arrive pas à se sortir de ce piège de la surcapacité industrielle à cause du surinvestissement industriel dans à peu près tous les secteurs. Donc là on est dans un projet tout à fait égoïste de la part de la Chine de chercher à offrir à ses propres entreprises des débouchés de manière un peu artificielle pour régler la question de leurs surcapacités industrielles. On arrive aujourd'hui aux nouvelles routes de la soie 2.0 et ce n'est pas uniquement parce que l'on embraye sur les nouvelles routes de la soie digitales. C'est aussi une tentative de donner une nouvelle image et le principal changement qui est proposé par Pékin aujourd'hui, c'est d'y mettre des nouvelles normes et des nouveaux standards de respect de l'environnement, de soutenabilité de l'investissement, de pérennité des infrastructures et de conditions à la fois de qualité et de respect du droit du travail. Ce projet passe naturellement par une approche typiquement Chine moderne, à savoir pulvériser les mécanismes multilatéraux anciens qui étaient marqués par l'ordre mondial occidental et proposer de nouveaux mécanismes. Donc la Chine vient, et en particulier sur le terrain européen, en priorité chez les membres récents de l'Union Européenne ou les candidats à l'accession proposer des Memorandum of Understanding (MoU) bilatéraux portant sur l'expansion et l'adhésion de ces pays-là aux nouvelles routes de la soie. Cela pose naturellement un problème majeur avec les institutions européennes puisque l'on est censé négocier au niveau multilatéral. La Chine essaye de faire une manœuvre d'évitement du multilatéral et de passer en bilatéral car elle est certaine qu'à part avec les Etats-Unis, l'Inde et la Russie, elle domine toujours le rapport de force.

Les Jeunes IHEDN. – Comment voyez-vous cette situation évoluer dans les prochaines années ?

Nicolas MICHELON. – *Aujourd'hui ça commence à poser de sérieux problèmes d'image notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale. On voit beaucoup de ces pays se retourner contre la Chine, et dénoncer un certain nombre de clauses des MoU voire même promettre de revenir sur ces MoU. On a vraiment une prise de conscience maintenant que la Chine est réellement un problème à aborder mais pas du tout une solution évidente, que c'est un pays qui se présente sous de faux atours de changement, d'alternative au système américain alors qu'en fait, il offre malheureusement des conditions qui rappellent celles imposées par les États-Unis lorsqu'ils en avaient encore le monopole. Il est évident que la Chine, historiquement, reprend son rôle naturel et historique et ça non seulement on ne peut pas le lui contester mais il serait vain d'essayer de l'en empêcher. Les pays du Sud-Est asiatique, notamment les membres de l'ASEAN, le savent fort bien. La question est : « Sous quelles modalités est-ce que l'on va accepter ça ?*

A quelle vitesse ? Comment va-t-on pouvoir en tirer quelque chose de positif nous-même ? ». La prise de conscience des pays asiatiques va les obliger à trouver des alliances domestiques en interne, entre eux, pour essayer d'apporter un front le plus commun possible à la Chine. Avec l'administration Biden, on peut s'attendre à ce que les États-Unis essayent de reprendre la main sur la création de ces alliances pour arriver à contrebalancer, à ralentir la montée en puissance de la Chine. C'est le seul enjeu aujourd'hui de la ralentir, de la canaliser, et non de la stopper. Les pays d'Asie du Sud-Est, eux, doivent vraiment faire en sorte que ça ne soit pas un jeu à somme nulle et que les points de tension comme en mer de Chine du Sud, ne deviennent pas des points explosifs et des motifs de conflits armés. On en est aujourd'hui très proche ; tous les experts le rappellent, historiquement, beaucoup de conflits ont été démarrés sur une maladresse, sur une incompréhension de la volonté de l'adversaire. On est à un niveau de proximité des forces armées chinoises avec les forces armées des pays environnants et des forces armées américaines qui est extrêmement préoccupant. Il faut aussi rappeler que Xi Jinping n'a pas beaucoup de temps, il se dit qu'il aurait des problèmes de santé importants et cela peut faire qu'il sent la nécessité de léguer une Chine totalement unie avant de devoir rendre le pouvoir. C'est quand même quelqu'un qui se veut être un héritier direct et à la même hauteur que Mao et de Xiao Ping. Mao Zedong a laissé quelque chose d'incontestable, Deng Xiaoping, un legs économique incontestable et a été un pivot historique pour la Chine. La question pour Xi Jinping est : « qu'est-ce que je laisse derrière moi ? ». Ça c'est préoccupant !

Les Jeunes IHEDN. – En novembre dernier, le RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership) a été signé. Est-ce que cet accord de libre-échange entre quinze pays autour de l'océan Pacifique change beaucoup de choses dans les relations économiques des pays de l'Asie du Nord-Est avec le reste de la région ?

Nicolas MICHELON. – *Le RCEP est une impulsion de l'ASEAN pour ressusciter l'ASEAN. Elle ne fonctionnait plus en tant que telle. D'un point de vue pragmatique, purement économique, on a ce qu'on appelle le South East Asian Noodle Bowl, le circuit intégré asiatique qui était un vrai handicap à la libéralisation des échanges commerciaux dans la région à cause de la règle d'origine. Ainsi, quand Singapour signe un traité de libre-échange avec les États-Unis et qu'ils exportent des cartes mères, des cartes vidéo pleines de composants taiwanais, philippins, malaisiens, est-ce que ça rentre dans le cadre de l'accord de libre-échange que Singapour a avec les États-Unis ?*

Le RCEP, vient résoudre cette problématique-là parce qu'il dit : « Tout produit qui est vendu par un pays RCEP à un autre pays RCEP est considéré comme 100% RCEP ». Donc cela vient réellement simplifier les choses en particulier pour les pays de l'ASEAN. Par contre, il faut se rappeler deux choses. D'abord le contexte du RCEP, qui est annoncé fin 2020. Maintenant, il faut qu'il soit validé par les assemblées nationales de tous les pays membres alors que l'on est dans un contexte général de fin de mondialisation, de régionalisation des échanges. Ensuite, on a eu un enthousiasme énorme, en tout cas du monde entier hors Asie alors que le RCEP est très décevant et très peu ambitieux d'un point de vue de

l'abaissement total des barrières douanières. En moyenne, l'engagement de la part des membres est d'abaisser de l'ordre de 70% les barrières douanières alors que le TPP, le Trans-Pacific Partnership, qui s'appelle maintenant le CP TPP, le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership, depuis que les États-Unis sont sortis sous l'administration Trump, est un vrai accord de libre-échange avec une ambition d'arriver à 0% de droits de douane et qui est géographiquement beaucoup plus ambitieux puisque qu'il fait le lien trans-pacifique. Donc là on a une vraie concurrence possible au RCEP. Enfin, l'Inde a in extremis refusé de rejoindre le RCEP, or c'est un membre de taille, d'abord par sa taille naturellement mais surtout parce que le Japon a absolument besoin de l'Inde dans le RCEP s'il veut pouvoir avoir une vraie stratégie d'encerclement de la Chine. Les Japonais sont entrés dans le RCEP car ils ne pouvaient pas laisser un accord commercial de taille en Asie se faire avec la Chine sans y être eux-mêmes. Mais il manque l'Inde parce que son tissu économique ne le lui permet pas d'entrer dans des grands blocs économiques de libre échange tels que le RCEP. L'Inde est aujourd'hui dans le piège du revenu moyen et dépend encore beaucoup trop largement de ses exportations à faible valeur ajoutée. Rejoindre le RCEP signifie que l'Inde doit s'engager à s'ouvrir à tous les produits manufacturés de haute valeur ajoutée asiatiques, ce qui aurait pour conséquence un effondrement de sa balance commerciale. On a donc des barrières assez importantes à la montée en puissance de ces alliances qui pourrait venir contrebalancer la mainmise de la Chine sur ses alliances et sa pénétration en bilatéral.

Les Jeunes IHEDN. – Est-ce que cela démontre un retrait de l'influence américaine dans la zone ?

Nicolas MICHELON. – *Le retrait est relatif. Obama lance son pivot Pacifique mais c'est réellement Trump qui opère ce pivot. Revenir sur la différence d'appellation entre « Asie Pacifique » et « Indo-Pacifique » c'est très important, les mots sont chargés d'une signification très importante. Avant Obama on avait en effet une position qui était totalement dominatrice des États-Unis, aujourd'hui le retrait est relatif par rapport à cette position. On ne peut pas parler de retrait absolu et surtout Trump a relancé une présence qui est différente : une présence qui se traduit moins par des contingents massifs juste aux portes de la Chine. Cette époque est révolue pour plusieurs raisons. La Chine est en position de faire valoir son mécontentement face à cette situation et d'un point de vue technologique ça n'a plus grand sens. En plus, les contingents importants dans ces pays posent de vrais problèmes politiques à cause d'un mécontentement des populations coréenne et japonaise, sur les problèmes que pose la présence massive de ces troupes. Il y a donc une vraie logique à faire reculer la présence militaire, parce que ce n'est pas de ce genre de présence militaire dont on a besoin. On a désormais la montée en puissance du Quad qui permet aux États-Unis de ne pas porter tout seul le poids de la défense collective. C'est la grande leçon que Trump a essayé de faire à ses alliés stratégiques en Asie : de faire en sorte que les pays asiatiques prennent plus leur défense en main et les pays asiatiques sentent bien que c'est dans leur intérêt de le faire. La montée en puissance militaire chinoise fait que même militairement ça n'a pas grand sens de laisser les Américains seuls. Maintenant, on a un Quad +++ puisqu'on y voit la présence de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni. Il sera probablement un mécanisme élastique en fonction du niveau de tension, en fonction des besoins ponctuels. Trump, je pense,*

a fait ce qu'il fallait faire, et il était la bonne personne pour le faire, il l'a fait et maintenant il faut passer à autre chose : le renforcement des alliances.

On va arriver dans une situation où la priorité de la politique extérieure américaine de tout point de vue va être de renforcer les alliances. Trump a fait son travail de sape, il a fait exploser les vieilles alliances qui ne fonctionnaient plus, qui ne servaient plus suffisamment les intérêts américains. Donc maintenant il faut que l'administration Biden reconstruise de nouvelles alliances, qui reposent sur des alliés qui ne sont pas uniquement des alliés à la traîne mais à la manœuvre. On a notamment l'exemple du Japon et de l'Inde. Juste avant que Trump lâche son siège, il a fait signer par l'une des agences américaines d'aide au développement un accord avec l'Équateur pour reprendre à son compte toute la dette de ce pays vis-à-vis de la Chine. Les États-Unis remboursent la dette à condition que l'Équateur se ferme à la 5G chinoise. Le même jour, ces mêmes agences signent un MoU avec une de leur homologue japonaise pour développer conjointement des projets d'Aide Publique au Développement (APD) en Amérique latine. Quand on regarde le détail du MoU, l'aide au développement ne porte plus uniquement sur la construction de barrages, de chemins de fer, elle inclut aussi des projets pour le digital, dans l'environnement, dans les nouvelles technologies, etc. Partout où la Chine était en train de malmenager les acteurs occidentaux et japonais, on a des nouveaux modèles de conjonction des puissances respectives pour faire front face à la Chine. Là, je pense que l'on a vraiment la saveur générale de l'administration Biden. L'influence américaine va reprendre du poil de la bête mais va se faire de manière plus soft car ça ne sera plus à coup de tweets assassins, à coup de grands coups de poing sur la table.

Les Jeunes IHEDN. – Face à une Chine de plus en plus puissante, comment pensez-vous que les pays de la zone ANE vont s'adapter en interne sachant que ces derniers enregistrent un taux de natalité négatif et sont donc en train de mourir à petit feu (exemples de la Corée et du Japon) ?

Nicolas MICHELON. – *La démographie est préoccupante mais ce ne sont pas des pays dont les structures économiques nécessitent une main d'œuvre pléthorique. Ce sont deux pays post-industriels et parmi les plus post-industriels que l'on puisse trouver. Je rajouterai même, et c'est particulièrement vrai pour le Japon, que ce sont des pays qui culturellement sont particulièrement bien adaptés à la robotisation, à ces nouvelles méthodes de travail qui sont en train de s'imposer dans le monde entier. La tradition confucéenne et la matrice spirituelle japonaise du shinto et du bouddhisme a beaucoup moins de problèmes avec ces méthodes. En plus, ils estiment qu'il y a du divin dans la machine. Dans une des grandes usines Toyota historiques en banlieue de Nagoya vous avez un prêtre shinto qui vient faire une cérémonie pour bénir les nouveaux robots et pour remercier les anciens robots du travail qu'ils ont accompli pour les humains. Certes, c'est un robot mais il a été fabriqué par des Hommes avec des matériaux naturels dans lesquels il y a du divin. D'un point de vue anthropologique et culturel ça va beaucoup moins leur poser problème qu'à nous. En plus, on est sur des pays qui ne croient pas du tout au besoin d'immigration pour faire face à la problématique de la main-d'œuvre. Par exemple, les Japonais préfèrent que les personnes âgées soient assistées par des robots que par des infirmières indonésiennes qui ne*

parlent pas (ou mal) japonais. D'un point de vue purement économique, comme ce sont des pays post-industriels lancés dans la robotisation massive, on a des gains de productivité majeurs. Il n'y a pas d'effet délétère sur les niveaux de revenus, ni d'effet délétère sur l'emploi. On n'a pas un phénomène, comme on le craint dans nos pays à nous, de remplacement de l'humain par la machine. Là, il y a un remplacement des enfants qui ne sont pas nés par la machine, on n'a donc pas de destruction d'emplois. Le Japon fait appel à une main d'œuvre étrangère dans les champs, mais là encore ils ont de plus en plus de machines donc ils ont de moins en moins besoin de ce type de main d'œuvre. La problématique du vieillissement est donc interne, et les baisses de population ne se traduisent pas par un défi économique insurmontable pour la nation.

Les Jeunes IHEDN. – La Chine a développé ces dernières années une digitalisation des paiements à travers Wechat et Alipay ou encore la création du RMB digital. De même, en Corée du Sud la banque centrale de Corée a depuis 2020 lancé un programme pour une monnaie digitale. Quelles sont les conséquences de ces évolutions pour les relations financières dans la région ?

Nicolas MICHELON. – Il y a deux modèles de monnaies digitales : la monnaie digitale chinoise et toutes les autres.

Dans le cas de la Chine, avant d'être une solution technologique, c'est une solution politique. La crypto-monnaie chinoise est avant tout une solution domestique qui vise à savoir, à tout moment, qui achète quoi, à qui, quand, pour combien, avant de rêver de concurrencer les États-Unis sur la scène internationale. On est pour la Chine devant une solution qui est un showcase de savoir-faire technologique et une solution de contrôle domestique. Ils ont l'intégralité des données biométriques de toute la population chinoise, maintenant il s'agit de tuer la monnaie physique pour qu'elle ne soit plus que digitale, qu'elle soit totalement contrôlée. On n'est pas du tout sur les mêmes logiques que les devises digitales japonaises, coréennes, ou ce sur quoi on travaille en Europe. Dans tout développement de devises digitales il y a bien évidemment une velléité de contrôle, une velléité de traçabilité et en Chine c'est une volonté qui est menée à une puissance dix-mille. On a une nervosité de la part de tous les acteurs économiques en Chine qui fait que l'on va avoir du mal à voir sortir de ce pays des solutions avec un vrai potentiel global. Il y a le risque pour la Chine qu'elle devienne un "Galápagos technologique", un archipel complètement coupé du monde, tellement loin que des espèces particulières y évoluent et qu'on en retrouve nulle part ailleurs comme aux Galápagos. Il va continuer à s'y passer des choses fascinantes mais la capacité de ce qui s'y passe à essaimer à l'extérieur et donc à projeter puissance et influence risque d'être contraint par cette obsession, cette paranoïa du contrôle, qui vient du fait que la Chine est dirigée par des communistes plus que par des Chinois.

Les Jeunes IHEDN. – Comment voyez-vous l'Asie dans quelques années ? Y-aura-t-il de grands gagnants de ces guerres économiques et d'influence que nous voyons se dérouler actuellement ?

Nicolas MICHELON. – *L'Asie est la clé, le nouveau nombril du monde mais elle est en train d'être de plus en plus fragmentée, en fait, elle est écartelée. Elle est tiraillée entre des alliances américaines et chinoises. Historiquement, les deux pays n'ont pas montré leur capacité ou leur volonté à ne pas imposer le bon vieux « tu es avec moi ou tu es contre moi ». Nous verrons si l'administration Biden arrive à sortir de ça, mais on constate que ça a été la norme américaine depuis la chute du mur de Berlin et c'est précisément le deal qu'imposent les Chinois partout. Je n'aimerais pas être Malaisien ou Indonésien en ce moment parce qu'il va falloir faire des choix, il va falloir dire « oui' » à certains et ça va faire de l'autre un ennemi. C'est le dilemme dans lequel sont tous les chefs d'États en particulier du sud-est asiatique. Marathir, avant qu'il ne quitte de nouveau son poste de Premier Ministre en Malaisie, était dans cette situation-là. Lui, qui a été l'ardent défenseur de ces « pays qui disent 'non' » avec le Japon, a pourtant été obligé de composer avec les investissements chinois car il ne pouvait pas se permettre de faire de la Chine un ennemi.*

Quel rôle est-ce que l'Inde est prête à jouer ? C'est un rôle qui ne pourra pas être que militaire. La situation économique de l'Inde malheureusement ne permet pas d'espérer un rôle fondamental qui permettrait de contenir la Chine. Cette question est à la marge de la question principale de l'avenir du Quad. Est-ce qu'il va pouvoir devenir un nouvel OTAN parce que le centre de gravité du conflit se déplace ? S'il le devenait, on aurait la même problématique qu'avec la Russie et la Chine ne va pas accepter qu'il y ait un nouvel OTAN avec un nouveau nom à ses portes. La Chine a toujours son « pitbull » qui s'appelle la Corée du Nord. Elle peut le lâcher sur Séoul et sur Tokyo à tout moment. On a bien vu qu'au moment où Biden a été confirmé comme nouveau président, la première chose qu'a fait la Corée du Nord a été la menace de reprise des essais nucléaires avec un nouveau défilé de missiles. Malheureusement de ce point de vue-là, ce sont des cycles courts de quatre ans rythmés par les présidences américaines.

L'ASEAN a besoin de se relancer avec le RCEP car il y a trop de maillons faibles en son sein, au moins trois : le Laos, le Cambodge, et le Myanmar. Les deux premiers étant complètement devenus des nouvelles « provinces » chinoises. Et puis, on a la question du Myanmar. Difficile de ne pas voir une main chinoise ou en tout cas une approbation tacite de la Chine pour ce coup d'État. On a là une occasion rêvée pour la Chine d'évincer ses concurrents japonais et singapouriens. Comment est-ce que ces deux pays vont pouvoir justifier d'un point de vue éthique de rester à faire des affaires sous une junte ? Les Singapouriens doivent se retirer parce que ce sera indéfendable au conseil d'administration et à la bourse, de même pour les Japonais, contrairement aux Chinois qui n'ont aucune promesse éthique à respecter pour leurs entreprises. Donc là il y a une opportunité pour les Chinois de profiter du vide qui va se faire, d'autant que maintenant les premières sanctions ont été annoncées par l'Union européenne et par les États Unis sur la junte qui contrôle une grande partie des joint-ventures. Il faut que l'ASEAN se réinvente. Ils vont être tiraillés. Combien de temps le Vietnam va pouvoir accepter d'accueillir des navires américains dans leur port ? Combien de temps est-ce que Singapour

va pouvoir rester un allié stratégique des États-Unis tout en continuant à ménager la Chine ? Au bout d'un moment ça va devenir vraiment compliqué.



publication@jeunes-ihedn.org